
DECISION N° : **240.10.2025**

OBJET : **Consultation n°2025.08 relative aux travaux de création d'une cour Oasis pour le groupe scolaire Lameth à Osny.**

Lot 2 : Espaces verts, mobiliers et jeux.

Avenant n°1

Le MAIRE D'OSNY,

VU le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 2122-22,

VU le code de la commande publique, notamment les articles L.2123-1, R.2123-1 1° relatifs aux marchés publics passés selon une procédure adaptée ouverte,

VU la délibération du Conseil Municipal 065.05.2020 du 26 mai 2020, portant délégation d'une partie de ses attributions au maire conformément à l'article L.2122-22 du C.G.C.T,

VU la décision n°162.06.2025 du 30 juin 2025 relative à l'attribution du marché n°2025.08 concernant les travaux de création d'une cour Oasis pour le groupe scolaire Lameth à Osny désignant titulaire la société ESPACE DECO sise 9 chemin de la Chapelle Saint-Antoine à ENNERY (95300), représenté par Monsieur Nicolas POUPENAY, pour un montant global et forfaitaire de 124 178,94 € HT,

Considérant la nécessité de réaliser des travaux modificatifs et de réajuster le montant du marché relatif aux travaux de création d'une cour Oasis pour le groupe scolaire Lameth à Osny, lot 2 : espaces verts, mobiliers et jeux.

Considérant que ces travaux non prévus au marché initial sont liés à des sujétions imprévues et qu'ils engendrent une plus-value,

Considérant qu'il convient de passer un avenant n°1 intégrant ces plus-values et que celui-ci ne bouleverse pas l'économie générale du marché, ni n'en change l'objet et que les conditions de la mise en concurrence initiale ne sont pas remises en cause,

Considérant le projet d'avenant 1 ci-annexé,

Article 1 :

DECIDE de signer l'avenant n° 1 relatif au marché n° 2025.08 pour les travaux de création d'une cour Oasis pour le groupe scolaire Lameth à Osny, lot 2 : espaces verts, mobiliers et jeux, avec la société ESPACE DECO sise 9 chemin de la Chapelle Saint-Antoine à ENNERY (95300), représentée par Monsieur Nicolas POUPENAY.

Article 2 :

DIT que le montant de l'avenant n° 1 représente une plus-value de 1 560 € HT portant le montant initial du marché de 124 178,94 € HT à 125 738,94 € HT, soit une augmentation de 1,26 %.

Article 3 :

PRECISE que toutes les clauses du marché initial non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Article 4 :

DIT que la dépense résultant dudit contrat sera prélevée sur les crédits inscrits au budget 2025 et suivants de la commune.

Article 5 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en cas d'acte individuel, ou de sa publicité, et de sa transmission au Représentant de l'Etat.



Fait à OSNY, le 21 OCT. 2025

Le Maire,

Jean-Michel LEVESQUE



AVENANT N°1

AU

Marché n°2025.08

Travaux de création d'une cour OASIS pour le groupe scolaire Lameth à OSNY

Lot 02 : ESPACES VERTS, MOBILIER, JEUX

notifié le 30/06/2025

ENTRE

D'une part,

Mairie d'Osny - Château de Grouchy - 14 rue William Thornley – BP 90014 – 95520 Osny

Représentée par Monsieur Jean-Michel LEVESQUE, Maire

ET

D'autre part, l'entreprise mandataire du marché objet du présent avenant :

Société ESPACE DECO – 9 Chemin de la chapelle Saint-Antoine 95 300 Ennery

Représentée par Monsieur Nicolas POUPENAY

Article 1 - Caractéristiques du marché initial :

La consultation pour les travaux de création d'une cour OASIS pour le groupe scolaire Lameth à OSNY a été lancée le 28/04/2025. Un avis rectificatif a été émis le 30/04/2025 relatif à la date limite de réception des offres.

La consultation est composée de 2 lots.

Qu'au terme de l'analyse, le marché relatif aux travaux ESPACES VERTS, MOBILIER, JEUX (lot 02) a été attribué à l'entreprise ESPACE DECO.

Le marché a été notifié à l'entreprise ESPACE DECO le 30/06/2025, conclu pour un montant global et forfaitaire de 124 178,94 €HT

L'ordre de service n° 01 mentionne le démarrage de la période de préparation de chantier à compter du 07/07/2025, avec une date d'exécution des travaux de 13 semaines, période de préparation incluse.

L'ordre de service n°2 mentionne la suspension des travaux à compter du 13/09/2025.

Article 2 - Objet de l'avenant n° 1

L'avenant 1 prend en compte les travaux modificatifs suivants :

Objet des travaux en plus ou moins-value	N° Devis	Montant HT de la prestation
Remplacement de la clôture de la cour élémentaire (demande MOA)	DEVIS 25-07-089	5060,00 €
Suppression d'un grand tableau noir (demande MOA)	Balance financière annexée	-2500,00 €
Suppression de 2 arbres projetés (trop près des arbres existants à grand développement)	Balance financière annexée	-1000,00 €
Montant des modifications HT		1 560,00 €
Montant des modifications TTC		1 872,00 €
% d'augmentation de l'avenant n°1		1,26 %
GLOBAL avec plus et moins-values HT		125 738,94 €
GLOBAL avec plus et moins-values TTC		150 886,73 €

Le devis correspondant ainsi que la balance financière sont annexés au présent avenant.

Article 3 - Impact financier

Le montant des travaux supplémentaires de l'avenant n°1 représente une plus-value de 1 560,00 € HT, portant le montant initial du marché de 124 178,94 € HT à 125 738,94 € HT, soit une augmentation de 1,26 %.

Article 4 – Effet du présent avenant n°1

Toutes les autres dispositions du marché initial demeurent inchangées tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions du présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Nicolas POUPENAY
ESPACE DECO
Titulaire du marché

SCHEMA INFRA
MAIRE D'OSNY

SCHEMA
INFRA
6 Route de l'Abreuvoir
78240 DINVILLE SUR MONTCIEN
01 30 31 00 63 70 1 30 38 86 36
SIRET 523 144 350 00015 - APE 7490A
R.C.S VERSAILLES 523 144 350
TVA FR 25323144350



Ville d'Osny
Jean-Michel
LEVESQUE,

[Signature]
Paine

MAIRIE D'OSNY

A l'attention de Monsieur Pascal
REBEYRE
14 rue William Thornley
95520 OSNY
Ennery, le 10 juillet 2025

Devis N°: 25-07-089

Affaire suivie par : Julien GRIMAUD

**OSNY - MAIRIE D'OSNY - Travaux de création d'une cour oasis pour le groupe scolaire Lameth
CLOTURE V2**

N°	Désignation	U	Qté	P.U.	Montant H.T.
MOED	OSNY GS LAMETH Changement de la clôture côté chemin de la colonne. Dépose et évacuation de l'ancienne clôture	ml	55	18,00	990,00 €
MOED	Fourniture et pose d'une clôture rigide hauteur 1m73 Clôture en panneaux de treillis soudés, fils d'acier 6/5/6 finition galvanisée, plastifiée, maille 200 mmx 50 mm, maintenu par brides de fixations avec boulons autocassant entre poteaux C+30, compris poteaux de tête, intermédiaire et de fin HAUTEUR 1M73	ml	55	74,00	4 070,00 €

Total H.T.	5 060,00 €
T.V.A. 20%	1 012,00 €
Total TTC	6 072,00 €

Signature du client

Pour l'entreprise
Julien GRIMAUD

Les présentes conditions générales s'appliquent à tous les contrats de ventes de produits et de prestations de services d'aménagement paysagers conclus et/ou exécutés par la société, en France comme à l'étranger. Elles remplacent et annulent les conditions générales dont la date d'édition est antérieure et seront remplacées par toute édition postérieure. Les parties conviennent que leurs relations seront exclusivement régies par les présentes, à l'exclusion des éventuelles conditions générales d'achat du CLIENT. Toute modification des présentes conditions générales souhaitée par le CLIENT doit faire l'objet d'une demande écrite de sa part au plus tard lors de l'acceptation du devis et doit en outre être acceptée par la société par écrit pour pouvoir lui être opposable. En cas de conflit entre les présentes conditions générales et les conditions particulières portées sur les devis ou tout autre document accepté par les deux parties, les conditions particulières primeront.

1) Loi applicable – Tribunaux compétents

Le présent contrat est soumis à la loi française. Dans tous les cas où la dérogation aux règles de compétence territoriale des juridictions est autorisée par la loi française, il est convenu que le tribunal du lieu du siège social de la société sera seul compétent en cas de litige.

2) Devis

La société établit un devis écrit répondant au besoin formulé par le CLIENT. Pour les travaux de faible importance, le devis sera oral, sauf demande d'un écrit par le client. Dans ce cas, les éléments du devis seront consignés dans le procès-verbal de réception, soumis à la signature du CLIENT, lequel sera toujours établi en l'absence de devis à l'égard des consommateurs. Le devis est élaboré gratuitement sauf lorsque le client aura été informé préalablement à son élaboration que celui-ci est payant. Sauf indication contraire dans le devis, celui-ci

- est valable ... mois à compter de la date de son établissement par la société et n'inclut que les prestations et produits qui y sont décrits.
- n'inclut pas les prestations préparatoires et accessoires aux prestations et produits décrits telles que les études, analyses des sols, etc.
- s'entend pour l'exécution des travaux qui y sont décrits dans des conditions normales, à l'exclusion de prestations imposées par des conditions imprévues (nécessité de briser des enrochements, de dépolluer des sols, etc.)
- n'inclut pas les demandes d'autorisation exigées par des règles d'urbanisme ou des règlements de copropriété ou enfin par mesure de sécurité. Il appartient donc au CLIENT de s'informer et de réaliser toute formalité pour obtenir les autorisations, sous sa seule responsabilité.

3) Commande - Formation du contrat

Le contrat est définitivement formé dès l'acceptation, sans réserve ni modification, du devis par le Client. Toute demande de modification d'un devis, faite par observation sur celui-ci ou par tout autre moyen, constituera un obstacle à la formation du contrat sur la base du devis modifié et donnera lieu à l'établissement, par la société, d'un devis modificatif. Le contrat ne sera alors valablement formé que si le devis modificatif est accepté par le Client

4) Remise des plans

Avant l'exécution des travaux, le CLIENT s'engage à remettre à la société les plans des réseaux et des ouvrages enterrés. Pour tout dégât causé aux dits réseaux ou ouvrages non ou mal signalés par le CLIENT, la responsabilité de la société ne pourra en aucun cas être engagée.

5) Prix - Facturation – Paiement

1. Sauf accord contraire dans le devis, un acompte de 30% du prix qui y est stipulé est versé par le CLIENT lors de l'acceptation de celui-ci. La commande ne recevra exécution qu'après l'encaissement de cette somme par la société.

Le solde du prix est payable à la réception des travaux ou à la livraison, à moins que les parties aient convenu dans le devis de toute autre modalité de paiement.

Les paiements seront effectués par chèque, en espèce ou virement, sauf accord contraire dans le devis. Cependant les paiements ou fractions de paiements supérieurs à 750€ réalisés par des professionnels et relatifs à des services, fournitures, travaux ou à l'acquisition d'objets mobiliers doivent être faits par chèque barré, virement ou carte de paiement (L112-6 code monétaire). Les paiements excédant 3000€ effectués par un particulier non commerçant pour un bien ou service doivent être faits par chèque barré non endossable par virement ou carte bancaire (L112-8 code monétaire).

2. Conformément à l'article L.441-3 du code de commerce, les factures seront adressées au CLIENT au plus tard lors de la réception des travaux et/ou produits.

3. En cas de retard de paiement ou d'encaissement de tout ou partie du prix, un intérêt de retard égal au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne majoré de 7 points de pourcentage sera dû sur la totalité des sommes impayées dès la survenance de l'échéance et sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire pour cela (article L. 441-6 du code de commerce).

Tout retard de paiement entraîne en outre, de plein droit, sans qu'il soit besoin de mise en demeure - l'exigibilité de la totalité des créances de la société, même non échues, ainsi que le droit pour la société de suspendre toutes les livraisons et tous les travaux en cours jusqu'à complet paiement et la possibilité pour la société d'exiger un paiement intégral à la commande pour les affaires à venir.

6) Réserve de propriété

Tous les produits remis au client en exécution du contrat restent la propriété de la société jusqu'à complet encaissement de leur prix. Les risques (perte, vol, détérioration, etc.) relatifs aux dits produits sont cependant transférés au CLIENT dès leur livraison, de même que l'obligation de réparer les dommages qu'ils pourraient causer aux biens et aux personnes.

7) Délais d'exécution

1. Les retards ne pourront pas être invoqués par les clients professionnels pour justifier l'annulation de la commande ou pour ouvrir droit à des retenues sur le prix ou au paiement de dommages intérêts par la société.

2. Conformément à l'article L.114-1 du code de la consommation, dans tout contrat ayant pour objet la vente d'un bien meuble ou la fourniture d'une prestation de service à un consommateur, la société doit, lorsque la livraison de bien ou la fourniture de la prestation n'est pas immédiate et si le prix convenu excède les seuils fixés par voie réglementaire (500 € actuellement), indiquer la date limite à laquelle il s'engage à livrer le bien ou à exécuter la prestation.

Dans les conditions prévues à l'article L.114.1 du code de la consommation, les clients

consommateurs pourront dénoncer le contrat par lettre recommandée avec accusé de réception en cas de dépassement des délais maximums de livraison de plus de 7 jours, sauf lorsqu'ils sont dus à un cas de force majeure. Le contrat est considéré comme rompu à la réception par la société de la lettre du consommateur l'in formant de la dénonciation, à moins que la livraison soit intervenue entre l'envoi et la réception de la lettre. Le consommateur exerce ce droit dans un délai de 60 jours ouvrés à compter de la livraison des travaux et/ou produits indiquée dans le devis.

8) Réception des travaux et produits

A défaut de stipulation contraire dans le devis, la prise de possession des travaux et/ou des produits vaut réception, les éventuelles réserves étant formulées comme suit. En l'absence de procès-verbal de réception, les travaux et/ou produits sont présumés être conformes à défaut de réserve formulée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours après la réception pour les travaux et 5 jours après la livraison pour les produits. En présence d'un procès-verbal de réception, les travaux et/ou produits sont présumés être conformes, à défaut de réserve formulée sur ce document.

9) Responsabilité - Force majeure

1. La société est tenue d'une obligation de moyen et non de résultat, sauf lorsque cela est prévu par une disposition légale impérative

2. En ce qui concerne la responsabilité du fait des produits défectueux, la société ne pourra voir sa responsabilité engagée au titre des dommages causés aux biens qui ne sont pas utilisés par les clients professionnels principalement pour leur usage ou leur consommation privée (article 1386-15 du code civil).

3. La société sera exonérée de toute responsabilité lorsqu'elle aura été empêchée d'exécuter en tout ou partie ses obligations, notamment en matière de délais, en raison d'un cas de force majeure. Les parties conviennent que seront notamment assimilés à des cas de force majeure les intempéries, les catastrophes naturelles, les sécheresses, les inondations, les grèves ou le manque de main d'œuvre, sauf lorsque de telles assimilations sont interdites par des dispositions légales d'ordre public.

4. Pour garantir les conséquences pécuniaires d'une éventuelle mise en cause de sa responsabilité, le prestataire a souscrit une assurance dont les garanties et capitaux figurent sur l'attestation, dont il pourra sur simple demande du client lui en être remis un exemplaire. Ces conditions d'assurance constituent les conditions maximum pour lesquelles la responsabilité du prestataire pourrait être recherchée, et ce, quel que soit le type de dommage et son montant. Le client et ses assureurs renoncent en conséquence à tout recours contre le prestataire et ses assureurs au-delà de ces conditions. Cette disposition est de rigueur et sans elle, le prestataire n'aurait pas été contacté.

5. Le client déclare avoir souscrit toutes assurances utiles pour couvrir tout sinistre direct et indirect pouvant affecter les biens.

10) Garanties légale et contractuelle

1. La société n'accorde aucune garantie contractuelle automatique

2. Cependant, les végétaux fournis et plantés par la société peuvent faire l'objet d'une garantie contractuelle de reprise selon un prix à convenir entre les parties. Cette garantie s'applique jusqu'au 1er juillet de l'année civile suivant celle au cours de laquelle les végétaux ont été plantés.

Cette garantie sera exclue

- si l'entretien à la charge du CLIENT n'a pas été correctement effectué, notamment l'arrosage, le bassinage, la vérification des tuteurs et des haubans, les traitements parasitaires, le désherbage des massifs, etc.

- en cas de vandalisme, vol, gel, sécheresse, inondation, grêle, orage violent et neige, produits désherbants non-appropriés.

- si les végétaux n'ont pas été fournis à la société.

3. De plus, le client bénéficie de la garantie contractuelle éventuellement offerte par les fournisseurs des produits que la société lui a vendus.

4. La société n'est pas débitrice à l'égard des clients professionnels de la garantie légale des vices cachés et à fortiori si elle ne les connaissait pas (article 1643 du code civil).